

RAMBOUILLET ET SA RÉGION

SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES / Transports

A 10 et A 11 : la gratuité « pas irréalisable »



Longvilliers. Pierre-Henri Colin, Jean-Claude Lagron et Gérard Tessier (de gauche à droite en médaillon) estiment que la gratuité des autoroutes A10 et A11 sur leur tronçon francilien serait une opération blanche pour Cofiroute (photo d'archives).

100 millions d'euros. C'est ce que coûterait, selon les antipéage, la gratuité des autoroutes A 10 et A 11, entre Ablis, Allainville et Dourdan (Essonne). « Et encore, c'est la fourchette haute ! Il y a beaucoup d'autres solutions moins onéreuses », a estimé, samedi, Jean-Claude Lagron, le président du collectif A10 gratuite, de Saint-Arnoult-en-Yvelines.

Les revendications de cette association, qui bataille depuis neuf ans pour obtenir l'accès gratuit aux autoroutes A 10 et A 11 dans leur partie francilienne, viennent d'être examinées par Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique. En compagnie d'un représentant de Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat chargé des Transports, la ministre a convoqué le collectif et a reconnu que la demande de gratuité for-

mulée était « un problème difficile à résoudre, tant sur le plan économique que juridique, mais pas insurmontable ni irréalisable ». Le projet pourrait ainsi redémarrer. « Le conseil général de l'Essonne souhaite requalifier la RN 20 et diriger le trafic des poids lourds vers l'A 10. D'autre part, il y a un consensus politique de tous bords qui fait que le dossier avance plus vite ces derniers temps », a fait valoir Jean-Claude Lagron.

L'APPUI DE LA COUR DES COMPTES

Pour financer la suppression de ces sections à péage, le collectif s'appuie sur les recommandations faites par la Cour des comptes, dont les sages invitent l'Etat « à reconsidérer les contrats de concession dans un sens plus favorable pour les usagers ». Pour Jean-Claude Lagron, il faudrait « rapporter le ratio chiffre d'affaires/résultat net de Cofiroute, le concessionnaire de l'A 10-A 11, à 18 % comme pour les autres sociétés d'autoroute. Ajouté au transfert des poids lourds

de la RN 20 vers l'autoroute, qui rapporterait, sur la partie entre Artenay (Loiret) et Saint-Arnoult-en-Yvelines, 68 millions d'euros à Cofiroute, cela dégagerait un budget de 120 millions d'euros qui compenserait largement la suppression des péages », a affirmé le président du collectif.

« Nous ne sommes pas favorables à un transfert du coût de ces péages vers les collectivités territoriales. Cela se ferait au détriment du développement des transports collectifs. Le péage de Dourdan, pour les deux lignes de bus Trans'Essonne, coûte déjà 150 000 € par an aux Essonniens », a précisé Jean-Claude Lagron.

Dans quelques jours, le collectif A10 gratuite va recevoir une feuille de route des ministères concernés. « Nous saurons ainsi comment les discussions futures vont s'organiser », a souligné Jean-Claude Lagron.